



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-51
Séance du 29 août 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf août à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à M. François Petit, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Joel Salgues pouvoir à M. Michel Pérez

Absents excusés : M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 19

Date de convocation et affichage

23 août 2024, affichage le 26 août 2024

Objet : Mise en œuvre de la protection fonctionnelle au bénéfice d'un élu

M. le maire expose :

Les élus locaux bénéficient d'un régime de protection qui s'apparente à la protection fonctionnelle dont bénéficient les agents publics. Les fondements de cette protection figurent aux articles L.2123-34 et L.2123-35 du code général des collectivités territoriales, mais elle a également été précisée par la jurisprudence. L'article L.2123-35 du code précité dispose que la commune est tenue de protéger les élus contre les violences, menaces et outrages dont ils peuvent être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Cet article prévoit également que la commune est tenue de souscrire, dans un contrat d'assurance, une garantie visant à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard des élus. L'octroi de cette protection est donc une obligation qui s'impose à la collectivité, à la condition que l'affaire soit en lien avec les fonctions de l'élu.

Dans la nuit du 4 au 5 août 2024, alors qu'il venait d'introduire la dernière soirée de la fête locale, Monsieur Jean-René Oudinot, conseiller municipal, a subi une agression d'une violence inouïe, tant verbale que physique. Une incapacité totale de travail (ITT) d'un jour lui a été accordée, et un dépôt de plainte a été effectué à la gendarmerie de Saint-Georges-d'Orques.

Monsieur Jean-René Oudinot souhaite faire valoir ses droits en justice et obtenir la condamnation de cette agression. A cet effet il demande le bénéfice de la protection fonctionnelle, les dépenses étant couvertes par le contrat d'assurance souscrit par la commune. Ainsi, l'assurance prendra notamment en charge les frais de procédure dûment justifiés ainsi que les frais de représentation devant la juridiction compétente.

Le conseil municipal, après discussion et sur proposition de M. le maire

- Permet à Monsieur Jean-René Oudinot, conseiller municipal, de bénéficier des dispositions du code général des collectivités territoriales en lui accordant le bénéfice de la protection fonctionnelle à laquelle il a droit.
- Autorise la prise en charge les frais et honoraires inhérents aux procédures qui seront engagées, notamment les honoraires de l'avocat assurant la défense de ses intérêts, le cas échéant par l'intermédiaire du contrat d'assurance souscrit par la ville.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 29 août 2024.

Roger Caizergues
Maire



Frédérique Bérard
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application Informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2

M. Jean-René OUDINOT
27, rue des Laveurs
34880 LAVERUNE
Conseiller Municipal
Mairie de Laverune

LAVERUNE le 14/08/2024.

M. Roger CAIZERGUES Maire de Laverune

Monsieur le Maire, par la présente je vous demande de mettre en place la protection policière dont je peux bénéficier en tant que conseiller municipal suite à mon agression subie en qualité d'élu lors de la fête du village le dimanche quatre Août 2024 à 23h00.

J'autorise également Monsieur le Maire à se constituer partie civile.

Merci encore pour l'aide que vous m'apportez.

 Oudinot